

Vérification du répertoire des entreprises

Rapport final

Rapport n° 03/10

Le 30 mars 2010

Distribution :

- Dest : Président et chef de la direction
Premier vice-président et chef de la direction financière
Premier vice-président, Solutions technologiques et d'affaires
Vice-président et chef de la gestion des risques
Vice-président et contrôleur général
Vice président, Services aux clients
Directeur de groupe, Services de risque de crédit
- c.c. : Premier vice-président, Services juridiques et secrétaire
Premier vice-président, Ressources humaines
Premier vice-président, Développement des affaires
Premier vice-président, Assurances
Premier vice-président, Groupe des produits de financement
Vice-président et chef des services informatiques
Directeur, Services d'experts-conseils aux clients
Directeur, Architecture de l'entreprise
Vice-président, Planification stratégique et Communications
Directeur de groupe, Planification et Relations gouvernementales
Directeur principal, Bureau du vérificateur général
Directeur de groupe, Bureau du vérificateur général

Équipe de vérification :
S. Slechta
J. Rosenbaum
F. Tian

Vice-présidente, Vérification interne
M. Ryan

Introduction

Conformément au plan de mission de l'exercice 2009, la Vérification interne d'EDC a effectué une vérification du répertoire des entreprises. Le répertoire des entreprises est l'un des dépôts centraux d'informations sur les clients d'EDC. Les dossiers des clients comprennent des données comme le nom, l'adresse, le nom de la personne-ressource, le type de risque, la classification du risque, le secteur et le segment d'activité, le chiffre d'affaires et la hiérarchie des sociétés affiliées. Le répertoire des entreprises est fréquemment utilisé par les membres de l'organisation, notamment pour : entrer dans le dossier des clients des restrictions associées au terrorisme et à la corruption, fournir de l'assistance pour des approbations de crédit du groupe, recenser les garanties des sociétés affiliées et de la société mère afin de faciliter le calcul des conditions de prêt et pour accéder aux résultats financiers d'une société.

Objectifs et portée de la vérification

L'objectif général de cette vérification était d'évaluer l'efficacité de la conception des contrôles exercés sur le répertoire des entreprises. Les aspects particuliers examinés comprennent : la propriété des données contenues dans le répertoire des entreprises, les contrôles de restriction d'accès et les contrôles de l'intégrité des données. La portée de la vérification visait entre autres à examiner comment les données du répertoire des entreprises sont utilisées par les programmes de base suivants : Globex, CAS, MTIP, MBC, UFS, C3, ACBS, CRS et FIRM. La portée de la vérification a aussi compris une revue du travail en cours visant à remplacer le répertoire des entreprises dans le cadre de l'initiative Master Data Management d'EDC.

La vérification a tenu compte des éléments de risque suivants faisant partie du cadre de gestion des risques d'entreprises d'EDC : risque lié au traitement des transactions, risque lié aux systèmes, risque lié à la sécurité de l'information et le risque lié à l'infrastructure et à l'information.

Opinion de la Vérification interne

Selon nous, il existe des *occasions d'améliorer les contrôles*¹ qui sont exercés sur le répertoire des entreprises. Ce dernier contient des informations de fichier maître sur les clients et sur les contreparties qui sont primordiales aux activités commerciales des Services juridiques, des finances, des assurances, du développement des affaires et du financement ainsi que pour le Bureau de gestion des risques. Cependant, à l'exception de deux éléments de données (c.-à-d. l'alerte anti-terrorisme/anti-corruption et la classification du risque), la propriété des données n'a pas été établie. Par conséquent, l'accès à tous les autres éléments de données du répertoire des entreprises n'est pas efficacement restreint à une utilisation selon les besoins. Pour remédier à la situation, une équipe de gestion de la qualité des données a été créée afin d'épurer certaines des données du répertoire des entreprises de façon continue. De plus, des solutions permanentes ont été établies par des équipes commerciales pour valider et corriger les données du répertoire des entreprises au fur et à mesure des transactions.

¹ Nos opinions standard de vérification sont les suivantes :

- **Contrôles forts** : Des contrôles clés ont été efficacement conçus et fonctionnent comme prévu. Des contrôles internes exemplaires existent. Les objectifs du processus vérifié seront très probablement atteints.
- **Bien contrôlé** : Des contrôles clés ont été efficacement conçus et fonctionnent comme prévu. Les objectifs du processus vérifié seront probablement atteints.
- **Possibilités d'amélioration des contrôles** : Un ou plusieurs contrôles clés n'existent pas, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Il se peut que les objectifs du processus ne soient pas atteints. Du point de vue des finances et/ou de la réputation, l'incidence sur le processus vérifié est plus qu'insignifiante. Des promptes mesures s'imposent.
- **Non contrôlé** : De nombreux contrôles clés n'existent pas, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Les objectifs du processus ne sont probablement pas atteints. Du point de vue des finances et/ou de la réputation, l'incidence sur le processus vérifié est importante. Des mesures doivent être prises immédiatement.

Constatations de la vérification et recommandations

1. Propriété et accès aux données

Le répertoire des entreprises contient des informations de fichier maître sur les clients et sur les contreparties qui sont primordiales pour les activités commerciales des Services juridiques, des finances, des assurances, du développement des affaires et du financement ainsi que pour le Bureau de gestion des risques. Cependant, à quelques exceptions près (c.-à-d. l'alerte anti-terrorisme/anti-corruption et la classification du risque), la propriété des données n'a pas été bien établie, ce qui fait que l'accès pour mise à jour des autres champs du répertoire des entreprises se fait généralement sans restrictions. Par exemple, il n'y a pas de propriétaire de données dans l'écran « Affiliés » et ses champs contenant les relations de la société qui sont des données clés pour la gestion des expositions de crédit du groupe. Les utilisateurs qui ont des accès pour mise à jour de CAS, FIRM, GLOBEX, MBC et C3 ont aussi des accès pour mise à jour aux champs de données, ce qui compromet la fiabilité de l'information. L'absence de propriété des données, et le manque de restrictions d'accès qui en découle, est la cause de doublons de dossiers et d'erreurs dans les données. Pour remédier à la situation, une équipe de gestion de la qualité des données a été créée afin d'épurer certaines des données du répertoire des entreprises de façon continue. De plus, des solutions permanentes ont été établies par des équipes commerciales afin de valider et corriger les données du répertoire des entreprises au fur et à mesure des transactions. L'initiative Master Data Management (MDM) vise la migration des éléments de données du répertoire des entreprises vers une solution MDM. Le Credit Risk Rating Engine (CRRE) sera le premier projet à bénéficier de cette initiative MDM. Par conséquent, nous recommandons qu'une gouvernance des données, y compris la propriété des données, soit établie pour les données relatives aux débiteurs dans le cadre du projet CRRE.

Constatation - Problème majeur²

Responsable de l'intervention : Vice-président et chef de la direction des risques

Date d'échéance - T4 2010

2. Initiatives de contrôle de qualité des données

La surveillance des données est actuellement limitée à quelques attributs du répertoire des entreprises. La résolution des erreurs passe généralement par l'utilisateur qui a créé l'enregistrement plutôt que par les intervenants. Par exemple, nous avons trouvé que la résolution du Near Match Report relève de l'utilisateur qui a créé cet enregistrement. Un intervenant comme le Service juridique peut être induit en erreur par un doublon contenant des correspondances qui comportent une alerte anti-terrorisme/anti-corruption. Nous recommandons que les initiatives de contrôle de qualité des données actuelles et futures visent aussi les intervenants.

Constatation - Problème modéré

Responsable de l'intervention : Vice-président, Services aux clients

Date d'échéance - T3 2010

² Cotes attribuées aux résultats de la vérification :

Problème majeur – Un contrôle clé n'existe pas, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu et le risque financier et/ou de réputation est plus qu'insignifiant. L'objectif du processus sur lequel porte le contrôle ne sera probablement pas atteint. Des mesures correctives sont requises pour que les contrôles soient rentables et/ou que les objectifs du processus soient atteints.

Problème modéré – Un contrôle clé n'existe pas, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu et le risque financier et/ou de réputation pour le processus est plus qu'insignifiant. Cependant, un contrôle compensatoire existe. Des mesures correctives sont requises pour éviter de compter uniquement sur les contrôles compensatoires et/ou pour s'assurer que les contrôles sont rentables.

Problème mineur – Faiblesse dans la conception et/ou dans le fonctionnement d'un contrôle qui n'est pas un contrôle clé. Il est peu probable qu'il y ait des répercussions sur la capacité d'atteindre les objectifs. Des mesures correctives sont suggérées pour s'assurer que les contrôles soient rentables.

Conclusion

Les constatations et les recommandations de la vérification ont été communiquées à la direction, qui les a acceptées et a formulé des plans d'action, dont la mise en œuvre est prévue au plus tard au 4T2010.

Nous tenons à remercier la direction de son appui tout au long de la vérification.